

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES COURANTS

Marché public n° 2025-13-MPS

**Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie de la
résidence Vilette Ouest, du Conservatoire National
Supérieur de Musique et de Danse de Paris
(CNSMDP).**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	PRESENTATION.....	4
1.1 –	Objectif du marché.....	4
1.1.1 –	Objet du marché.....	4
1.1.2 –	Enjeu du marché.....	4
1.2 –	Caractéristiques du site.....	4
1.2.1 –	Lieux d'intervention.....	4
1.2.2 –	Description du Conservatoire de Paris.....	4
1.2.3 –	Description de la RVO.....	5
1.3 –	Liste des équipements et des installations.....	5
1.3.1 –	Énumération.....	5
1.3.2 –	Modification du marché.....	6
Article 2 -	PRESTATIONS.....	6
2.1 –	Généralités.....	6
2.2 –	Prestations réalisées par le Titulaire.....	6
2.2.1 –	Audit de prise en compte.....	6
2.2.2 –	Mise à jour de l'inventaire.....	6
2.2.3 –	L'état des lieux de clôture du marché.....	7
2.2.4 –	La maintenance préventive.....	7
2.2.5 –	La maintenance corrective.....	8
2.2.6 –	Les essais fonctionnels.....	9
2.2.8 –	La formation du personnel au Conservatoire de Paris.....	10
2.2.9 –	L'accompagnement technique et les essais fonctionnels.....	11
2.2.10 –	Le remplacement des batteries d'accumulateurs et de la pile.....	11
2.2.11 –	Le remplacement des APS.....	11
2.2.12 –	La modification des logiciels et paramétrage.....	11
2.2.13 –	La mise à jour des libellés et ré-étiquetage.....	11
2.2.14 –	Mise à jour du dossier d'identité SSI Conservatoire.....	12
2.2.15 –	L'émargement des registres de sécurité.....	12
2.2.16 –	La mise à jour des dossiers d'identité et dossiers techniques en cours de marché.....	12
2.2.17 –	Les comptes rendus et bulletins d'interventions.....	12
2.2.18 –	Le stock de pièces détachées.....	13
2.3 –	Fréquences des prestations forfaitaires.....	14
2.4 –	Respect de la garantie installateur.....	15
2.5 –	Devoir d'information et de conseil.....	15
Article 3 -	MODALITE D'EXECUTION.....	15
3.1 –	Réunions.....	15
3.1.1 –	Réunion préparatoire.....	15
3.1.2 –	Réunion durant l'exécution du marché.....	15
3.2 –	Interventions.....	15
3.2.1 –	Fréquences.....	15
3.2.2 –	Horaire d'intervention.....	15

3.2.3 – Déroulement de l'intervention	16
3.2.4 – Protection et sauvegarde des existants.....	16
3.3 – Signaler tous vices ou désordres.....	16
3.4 – Documents à remettre	16
3.4.1 – Planning des interventions	16
3.4.2 – Gammes de maintenance préventive	17
3.4.3 – Enregistrement des actions de maintenance.....	17
3.4.4 – Traçabilité des interventions préventives	17
3.4.5 – Traçabilité des interventions correctives	18
3.4.6 – Notices techniques et d'exploitation	18
3.5 – Moyens humains et techniques.....	18
3.5.1 – Compétences.....	18
3.5.2 – Matériels	19
Article 4 - OBLIGATIONS.....	19
4.1 – Obligations de se conformer à la réglementation.....	19
4.1.1 – Généralités.....	19
4.1.2 - Références techniques et réglementaires.....	19
4.1.3 - Assurance.....	20
4.2 – Obligations en matière d'hygiène et de sécurité.....	20
4.2.1 – Plan de prévention.....	20
4.2.2 – Formations et habilitations.....	20
4.2.3 – Protection des personnes et des biens	20

ANNEXE 1 : LISTE DES EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS (en pièce jointe)

Article 1 - PRESENTATION

1.1 – Objectif du marché

1.1.1 – *Objet du marché*

Le marché a pour objet la vérification technique (au sens des articles MS 73 § 2 et 3, et DF 10 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié), la maintenance préventive et corrective (au sens de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024), des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) de la résidence Villette Ouest (RVO), du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNMDP), par la réalisation des actions permettant de maintenir ou de rétablir les SSI dans l'état leur permettant d'assurer l'intégralité de leurs fonctions.

1.1.2 – *Enjeu du marché*

La maintenance des deux Systèmes de Sécurité Incendie du Conservatoire et de la Résidence a pour but d'assurer l'aptitude à la fonction des équipements techniques constitutifs d'un système concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

L'enjeu est de protéger les élèves, les professeurs, les agents administratifs et techniques, les visiteurs et toutes personnes présentes dans les locaux.

Elle a également pour but de définir l'état des installations par rapport au risque incendie.

1.2 – Caractéristiques du site

1.2.1 – *Lieux d'intervention*

Les maintenances préventives et correctives se réalisent dans les lieux suivants :

- ✓ le Conservatoire National de Musique et de Danse de Paris (Conservatoire de Paris), situé au 209 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris ;
- ✓ la Résidence Villette Ouest (RVO), située au 8 avenue du Nouveau Conservatoire, 75019 Paris.

Ces établissements sont isolés entre eux (au sens de l'article GN 3 de l'arrêté du 25 juin 1980).

1.2.2 – *Description du Conservatoire de Paris*

Le Conservatoire de Paris est composé de huit bâtiments (Bâtiments A, B, C, D, E, F, G, H). Il comporte 5 niveaux en superstructure et 3 niveaux de sous-sols partiels, sur une surface de 33 200 m² SHON environ. Les bâtiments comprennent des : salles d'enseignement, des studios de répétition, des régies, des bureaux, une médiathèque, trois salles publiques de concert, un gymnase et un restaurant universitaire.

Le Conservatoire de Paris est un établissement recevant du public (ERP) au sens de l'article R 123-2 du code de la construction et de l'habitation.

Il est soumis à l'arrêté du 25 juin 1980 portant *approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public*.

L'activité première du Conservatoire de Paris est l'enseignement. Il est classé en type R, de première catégorie. L'établissement dispose également d'activités annexes :

- ✓ type L : salles de spectacles ou à usage multiples ;
- ✓ type N : restaurant ;
- ✓ type W : administration, bureaux ;
- ✓ type X : établissement sportif couvert.

1.2.3 – Description de la RVO

La RVO est un internat de 54 chambres sur une surface de 1 800 m² SHON environ logeant des élèves du Conservatoire de Paris. Elle est soumise à l'arrêté du 25 juin 1980 portant *approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public*. La RVO est classé en type R, avec hébergement, de quatrième catégorie.

1.3 – Liste des équipements et des installations

1.3.1 – Énumération

Les quantités des équipements et installations sur lesquels doivent être réalisées les prestations, sont précisées dans l'annexe 1 du présent document. A titre indicatif, les équipements et les installations sont :

Pour le Conservatoire de Paris, un SSI de catégorie A (Chubb, installation 08/2016) comprenant :

- ✓ 111 zones de détection automatique ;
- ✓ 35 zones de détection manuelle ;
- ✓ 2 Écrans de Contrôle et de Signalisation (ECS) ;
- ✓ 1 Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) ;
- ✓ 1 zone d'alarme (ZA) ;
- ✓ 6 zones de compartimentage (ZC) ;
- ✓ 37 zones de désenfumage (ZD) mécanique et naturel (intégrées) ;
- ✓ 27 moteurs de désenfumage (amenée d'air et extraction) ;
- ✓ 1 fonction de déverrouillage des issues de secours (UGA) ;
- ✓ 1 fonction remise en lumière et arrêt du programme en cours (asservissements L 16 des trois salles de spectacles).

Pour la RVO, un SSI de catégorie A (AVISS, installation 08/2020) comprenant :

- ✓ 11 zones de détection automatique ;
- ✓ 6 zones de détection manuelle ;
- ✓ 1 Écran de Contrôle et de Signalisation (ECS) ;
- ✓ 1 Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) ;

- ✓ 1 zone d'alarme (ZA) ;
- ✓ 1 zone de compartimentage (ZC) ;
- ✓ 4 zones de désenfumage (ZD) mécanique (asservies) ;
- ✓ 2 moteurs de désenfumage (extraction) ;
- ✓ 1 fonction de déverrouillage des issues de secours (UGA) ;
- ✓ 1 fonction BAES (locaux à sommeil).

1.3.2 – Modification du marché

En cas d'augmentation du nombre d'équipements pendant l'exécution du présent marché ou en cas de changement des modalités de maintenance, imposés par la législation ou la réglementation, le marché sera modifié par avenant.

Article 2 - PRESTATIONS

2.1 – Généralités

Le Titulaire doit répondre à toute demande de dépannage du Pouvoir adjudicateur, **24 heures sur 24 et 7 jours sur 7**, avec un délai maximal d'intervention de **quatre heures** pour toute intervention sur le SSI du Conservatoire, **deux heures** pour toute intervention sur le SSI de la RVO (locaux à sommeil).

L'intervention du Titulaire doit garantir au pouvoir adjudicateur la conformité à la réglementation de ses équipements et installations, ainsi que de leurs usages, de leurs conditions de service et de leurs procédures d'utilisation.

2.2 – Prestations réalisées par le Titulaire

2.2.1 – Audit de prise en compte

A la prise en compte de l'installation, le Titulaire effectue un audit consistant à inventorier qualitativement et quantitativement les différents systèmes, opération réalisée à partir des dossiers d'identités et techniques remis par l'exploitant, et d'un repérage exhaustif des équipements sur site.

Cet audit doit être réalisé à l'issue de la rédaction du plan de prévention, au plus tard 30 jours après la notification du marché. Le rapport correspondant est remis au pouvoir adjudicateur dans les deux mois après la notification du présent marché.

2.2.2 – Mise à jour de l'inventaire

Le Titulaire maintient à jour, à chaque modification, l'inventaire des installations. Cet inventaire doit pouvoir être remis sur simple demande au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 24 heures.

2.2.3 – L'état des lieux de clôture du marché

Le Titulaire remet au Pouvoir adjudicateur ou son représentant, à minima un mois avant la fin du marché :

- un état des lieux concernant les différents Systèmes Sécurité Incendie à la cessation du présent marché (plans, sauvegarde des paramétrages, listage des points, données de site, inventaire des installations...)
- l'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du présent marché.

2.2.4 – La maintenance préventive

La maintenance préventive est destinée à réduire la probabilité de défaillance et / ou la dégradation du fonctionnement des SSI.

Elle comprend tous les essais fonctionnels (art 2.2.6) nécessaires, et conformes à la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024, **ainsi que le réarmement de tous les équipements sollicités lors de cette maintenance.**

Le Titulaire effectue la maintenance préventive des matériels constitutifs des SSI du Conservatoire et du parking EPPGHV, hormis :

- les éléments mécaniques des portes asservies (portes de compartimentage, de recoupement et issues de secours) ;
- les éléments mécaniques des volets et clapets asservis de compartimentage et de désenfumage.

Le Titulaire effectue la maintenance préventive des matériels constitutifs du SSI de la Résidence Villette Ouest, hormis :

- l'éclairage de sécurité (télécommande / câblage / BAES BAEH) ;
- les éléments mécaniques des volets et clapets asservis de compartimentage et de désenfumage.

La maintenance préventive comprend l'échange standard, sans surcoût pour l'établissement, des équipements suivants dont les caractéristiques techniques se sont dégradées et ne correspondent plus à celles attendues :

- détecteurs automatique d'incendie (tous types, hormis les éléments terminaux constitutifs des détecteurs multilinéaires de type OSID et multi ponctuel par aspiration de type Vesda) ;
- déclencheurs manuels (tous types) ;
- des diffuseurs sonores (tous types) ;
- des batteries et piles (tous types).

La maintenance préventive doit être :

- conforme aux actions préconisées par le fabricant de chaque composant des SSI dans la notice de maintenance dudit composant ;
- conforme aux actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur du SSI pour répondre aux spécificités des systèmes installés ;

ou

- à défaut, définies par le Titulaire du présent marché lorsqu'aucune préconisation n'est définie.

Au titre de la maintenance préventive, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un état des lieux d'une installation avant toute intervention du Titulaire.

2.2.5 – La maintenance corrective

La maintenance corrective est destinée à remettre les SSI dans un état dans lequel ils peuvent accomplir une fonction requise, et comprends le **réarmement de tous les équipements sollicités lors de cette maintenance.**

Elle doit être exécutée après détection **d'une panne et / ou dégradation, y compris les dégradations liées à une cause extérieures**, par le Pouvoir adjudicateur et/ou le Titulaire, pendant ou en dehors des périodes de maintenance préventive.

Le Titulaire effectue la maintenance corrective des matériels constitutifs des SSI du Conservatoire, hormis :

- les éléments mécaniques des portes asservies (portes de compartimentage, de recoupement et issues de secours) ;
- les éléments mécaniques des volets et clapets asservis de compartimentage et de désenfumage.

Le Titulaire effectue la maintenance corrective, destinée à remettre le SSI dans un état fonctionnel à la demande du Pouvoir adjudicateur, des matériels constitutifs du SSI de la Résidence Villette Ouest, hormis :

- l'éclairage de sécurité (télécommande / câblage / BAES BAEH) ;
- les éléments mécaniques des volets et clapets asservis de compartimentage et de désenfumage.

La maintenance corrective doit être :

- conforme aux actions préconisées par le fabricant de chaque composant des SSI dans la notice de maintenance dudit composant ;
 - conforme aux actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur du SSI pour répondre aux spécificités des systèmes installés ;
- ou
- à défaut, définies par le Titulaire du présent marché lorsqu'aucune préconisation n'est définie.

Lorsqu'une pièce détachée est à prévoir lors d'une maintenance corrective, si cette pièce **n'est pas incluse dans la liste des échanges standards de la maintenance préventive (art 2.2.4), et a un coût inférieur ou égal à 150 € HT**, le

Titulaire prend en charge le coût de la pièce, de la pose (main d'œuvre), et du déplacement.

Lorsque la pièce détachée est à un coût supérieur à **150 € HT**, le titulaire fournit un devis pour ces pièces en indiquant :

- le coût de la pièce HT / TTC ;
- le coût de la main d'œuvre et du déplacement HT / TTC ;
- le coût total de la prestation HT / TTC ;
- le délai de livraison et d'intervention probable ;
- les contraintes possibles pendant cette maintenance corrective pour l'établissement.

Dans ce cadre (pièce détachée à un coût supérieur à 150 € HT), le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander plusieurs devis au Titulaire, ou de faire appel à un autre prestataire.

Chaque devis doit être émis dans un délai de 48h00 ouvrées après l'identification du besoin. Le Pouvoir adjudicateur émet un bon de commande auprès du Titulaire pour que ce dernier achète les pièces et puisse effectuer les réparations. Le Titulaire envoie ensuite la facture au Pouvoir adjudicateur.

La maintenance corrective des équipements et installations ne devra pas excéder 14 jours ouvrés à réception du bon de commande.

Au titre de la maintenance corrective, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un état des lieux d'une installation avant toute intervention du Titulaire.

2.2.6 – Les essais fonctionnels

Ces essais visent à donner la garantie que les systèmes fonctionnent avec le même niveau de performance que celui imposé lors des mises en service des installations.

Le Titulaire effectue les essais fonctionnels lors des maintenances préventives et correctives (conformes aux annexes B, C, E, F, G, H, et J de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024) **incluant la remise en position d'attente des Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS), ainsi que le remplacement des APS à usage unique consommées lors des essais** (par des APS ayant les mêmes caractéristiques que celles qui ont été préconisées lors de la conception des SSI).

2.2.7 – Vérification technique du désenfumage mécanique

Le titulaire réalisera, lors de la maintenance préventive estivale, la vérification technique, au sens de l'article DF 10 § 2 de l'arrêté du 25 juin 1980, des systèmes de désenfumage mécanique du Conservatoire et de la RVO.

Ces vérifications concernent :

- le fonctionnement des commandes manuelles et automatiques ;
- le fonctionnement des volets, exutoires et ouvrants de désenfumage ;

- la fermeture des éléments mobiles de compartimentage participant à la fonction désenfumage ;
- l'arrêt de la ventilation de confort ;
- le fonctionnement des ventilateurs de désenfumage ;
- les mesures de pression, de débit et de vitesse (conforme aux articles de l'annexe N de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024) ;
- la mise en place des moyens d'accès adaptés (notamment en salle V.Meyer et N.Boulanger).

Le titulaire devra fournir au Conservatoire un compte rendu spécifique (**dissocié des comptes rendus de maintenance préventive**) de ces vérifications, compte rendu faisant apparaître un comparatif entre les mesures réalisées et les mesures initiales, ainsi que le résultat des essais fonctionnels (annexe H de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024).

Ce document devra être transmis au plus tard un mois à l'issue de ces vérifications.

2.2.8 – La formation du personnel au Conservatoire de Paris

Lors des deux maintenances préventives annuelles (pendant les périodes de fermeture de l'établissement en juillet/août et décembre), le Titulaire formera les 5 équipes SSIAP en charge de l'exploitation des SSI.

La formation sera réalisée par sessions de deux heures par équipe, sur 5 jours (qui peuvent être non consécutifs).

Le programme de formation dispensée doit inclure à minima :

- la manipulation des matériels centraux aux niveaux d'accès I et II ;
- la manipulation des éléments constitutifs des SDI et CMSI (Avisse et Chubb) et les conséquences prévisibles engendrées ;
- les scénarios types (exemple : type R avec locaux à sommeil, impactant l'éclairage de sécurité et le désenfumage des circulations) ;
- le réarmement des volets et clapets de désenfumage ;
- le réarmement des DCM à APS pneumatique ;
- les procédures d'exploitation du SSI en cas d'alarme incendie ;
- la consultation de l'historique ;
- la gestion des dérangements ;
- une explication des messages et de la signalisation d'état ;
- la mise hors / en service d'une zone, d'un point, d'un élément.

Cette prestation inclus la rédaction et la remise à l'exploitant d'un procès-verbal de formation (conforme à l'article 6.1 de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024) précisant :

- le contenu de la formation ;
- les noms et signatures du formateur et des stagiaires ;
- les jours, dates et heures des formations.

2.2.9 – L’accompagnement technique et les essais fonctionnels

Le Titulaire réalisera l’accompagnement ou l’assistance technique et les essais fonctionnels (conformes aux annexes B, C, E, F, G, H et J de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024) lors des visites périodiques des commissions de sécurité, avec mise en place d’un foyer type de site, à la demande du représentant de la Préfecture de Police, FTS devant être conforme à la norme NF S 61- 970, et lors des Vérifications Réglementaires en Exploitation (RVRE) par un organisme agréé.

2.2.10 – Le remplacement des batteries d’accumulateurs et de la pile

Le Titulaire remplace toutes les batteries d’accumulateurs (fourniture et pose) **par du matériel neuf**, à minima une fois dans le cadre du présent marché, et au plus tard quatre ans après leur mise en service (les nouvelles batteries doivent être conformes aux spécifications du fabricant du produit dans lequel elles seront implantées).

Cette prestation comprend la mise en place des moyens d’accès adaptés, pour le remplacement des piles des détecteurs OSID (notamment des 4 réflecteurs en salle N.Boulanger).

Le Titulaire remplace une fois par an les piles constituant la source auxiliaire d’avertissement.

2.2.11 – Le remplacement des APS

Le Titulaire remplace les Alimentations Pneumatiques de Sécurité à usage unique (fourniture et pose des bouteilles de dioxyde de carbone) consommées lors des essais fonctionnels des actions de maintenance corrective, préventive, des vérifications des systèmes de désenfumage intégrés aux SSI (art 2.2.6 et 2.2.7), et des accompagnements techniques (art 2.2.9) par des APS ayant les mêmes caractéristiques que celles qui ont été préconisées lors de la conception des SSI). Les bouteilles doivent avoir la même valeur de grammage que celles d’origines, et être contrôlées par pesage avant leur mise en service.

2.2.12 – La modification des logiciels et paramétrage

Le Titulaire modifie et/ou met à jour, **sans surcoût pour l’établissement**, les logiciels et les paramétrages en fonction des éventuelles modifications et mise à jour des logiciels et progiciels prévues par les fabricants des équipements.

2.2.13 – La mise à jour des libellés et ré-étiquetage

Le Titulaire met à jour les libellés (informatique) et le ré-étiquetage (par étiquettes adhésives) des différents éléments des SSI (DAI, DM, UGA, UCMC) sur la base d’une liste fournie par le Conservatoire de Paris, **une fois par an, à l’issue de la maintenance préventive estivale.**

2.2.14 – Refonte du dossier d'identité SSI Conservatoire

Le titulaire devra la mise à jour du dossier d'identité SSI Conservatoire, mise à jour réalisé à partir de l'audit cité au §2.2.1, et des dossiers modificatifs fournis par le pouvoir adjudicateur.

Cette prestation comprendra notamment :

- la fourniture d'une liste des nouvelles dénominations des ZF ;
- l'intégration des dossiers liés aux modifications et extensions dues aux travaux réalisés au sein de l'établissement ;
- la mise à jour de la liste des matériels ;
- la mise à jour de l'ensemble des plans de zonage, de récolement et synoptiques des SDI et SMSI ;
- la mise à jour des tableaux de corrélation ;
- la mise à jour du tableau des débits et vitesses des systèmes de désenfumage mécanique ;
- la mise à jour de l'historique des modifications effectuées ;
- la mise à jour des listes de programmation ECS et CMSI ;
- la mise à jour de la note de Calcul des AES ;
- l'intégration de tous documents nécessaires à la bonne constitution d'un dossier d'identité SSI.

Le Titulaire devra fournir au Conservatoire une version dématérialisée des dossiers d'identité SSI, et deux versions papier.

Cette mise à jour devra être réalisée et livrée au CNSMDP, au plus tard, trois ans à l'issue de la première maintenance préventive estivale, et en corrélation avec le coordinateur SSI en charge du suivi de cette prestation.

2.2.15 – L'émargement des registres de sécurité

Le Titulaire effectue l'émargement des registres de sécurité à l'issue de chaque action de maintenance préventive.

2.2.16 – La mise à jour des dossiers d'identité et dossiers techniques en cours de marché

Le Titulaire modifiera les dossiers d'identité des systèmes de sécurité incendie (informatique et papier) et les dossiers techniques, au fur et à mesure des éventuelles modifications / mise à jour des systèmes, ou des remplacements des éléments constitutifs des SSI qu'il effectuera dans le cadre des maintenances préventives, correctives et mises à jour logiciel et progiciel.

2.2.17 – Les comptes rendus et bulletins d'interventions

Le Titulaire rédige et remet au pouvoir adjudicateur un bulletin d'intervention pour chaque action de maintenance préventive et corrective, ainsi qu'un compte rendu pour chaque action de maintenance préventive (bulletin et compte rendu d'intervention conformes aux articles 7.11 et 7.12 de la norme NF S 61-933).

Les comptes rendus des opérations de maintenance devront être conservés pendant **trois ans** par le Titulaire du présent marché, et le cas échéant, être présentés en version dématérialisés sur simple demande du Pouvoir adjudicateur.

Les comptes rendus seront remis plus tard dans le mois suivant la fin de l'intervention de maintenance préventive.

2.2.18 – Le stock de pièces détachées

Le Conservatoire dispose d'un stock de pièces détachées. Ce stock ne peut être utilisé que si le Titulaire a un problème d'approvisionnement, et après validation du Conservatoire. Dès qu'un équipement sera sorti du stock, le Titulaire le remplace dans les conditions définies aux paragraphes 2.2.4 et 2.2.5 du présent document :

- échange standard, sans surcoût pour le Pouvoir adjudicateur, pour les équipements inclus dans le forfait de maintenance préventive :
 - ✓ détecteurs automatique d'incendie (tous types, hormis les éléments constitutifs des détecteurs multilinéaire de type OSID et multi ponctuel de type Vesda) ;
 - ✓ déclencheurs manuels (tous types) ;
 - ✓ des diffuseurs sonores (tous types) ;
 - ✓ des batteries et piles (tous types) ;
- pour les pièces détachées non citées dans la liste ci-dessus, et ayant un coût inférieur ou égal à 150 € HT, le Titulaire prend en charge le coût de la pièce, de la pose et du déplacement ;
- pour les pièces détachées non citées dans la liste ci-dessus et ayant un coût supérieur à 150 € HT, le titulaire fournit un devis pour ces pièces en indiquant :
 - ✓ le coût de la pièce HT / TTC ;
 - ✓ le coût de la main d'œuvre et du déplacement HT / TTC ;
 - ✓ le coût total de la prestation HT / TTC ;

Dans ce cadre (pièce détachée à un coût supérieur à 150 € HT), le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander plusieurs devis au Titulaire, ou de faire appel à un autre prestataire.

À l'issue du présent marché, ou en cas de résiliation, le Pouvoir adjudicateur reste propriétaire de ce stock.

Ce stock exploitant ne se substitue pas au stock de fournitures de rechange dont doit disposer le Titulaire du contrat de maintenance (art 7.9 de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024).

2.3 – Fréquences des prestations forfaitaires

Le Titulaire réalise les prestations suivantes aux fréquences définies dans le tableau ci-dessous. Leurs coûts sont définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Fréquence	Période	Prestations
1 intervention sur 4 ans	Au plus tard 30 jours après la notification du marché	Audit des installations (§ 2.2.1)
A chaque modification des installations	Période de validité du marché	Mise à jour de l'inventaire des installations (§ 2.2.2)
1 intervention sur 4 ans	3 mois avant le renouvellement du marché	État des lieux de clôture du marché (§ 2.2.3)
8 interventions sur 4 ans (2 fois par an)	Pendant la fermeture de l'établissement (vacances scolaires de juillet/août et décembre).	Maintenance préventive (§ 2.2.4) et essais fonctionnels (§ 2.2.6)
A la demande du pouvoir adjudicateur	7 jours / 7 24h / 24	Maintenance corrective (§ 2.2.5) et essais fonctionnels (§ 2.2.6)
4 interventions sur 4 ans (1 fois par an)	Pendant la fermeture de l'établissement (vacances scolaires de juillet/août)	Vérifications techniques des dispositifs de désenfumage mécanique (§ 2.2.7)
40 sessions de deux heures sur 4 ans (10 sessions par an)	Pendant les maintenances préventives (vacances scolaires de juillet/août et décembre).	Formation du personnel à l'exploitation des SSI (§ 2.2.8)
5 accompagnements sur 4 ans	À prévoir : 3 jours pour C.S. (3 fois une journée) 12 jours pour VRE (12 jours ouvrés)	Accompagnement technique (§ 2.2.9)
1 intervention sur 4 ans pour les batteries 4 interventions sur 4 ans pour les piles	Fermeture de l'établissement (vacances scolaires de Juillet/Août)	Remplacement des batteries d'accumulateurs et de la pile (§ 2.2.10)
A chaque essai fonctionnel	Période de validité du marché	Remplacement des APS pneumatiques (§ 2.2.11)
A chaque mise à jour constructeur des logiciels et progiciels	Période de validité du marché	Modification des logiciels et paramétrage (§ 2.2.12)
4 interventions sur 4 ans (1 fois par an)	Pendant la fermeture de l'établissement (vacances scolaires de Juillet/Août)	Mise à jour des libellés et ré-étiquetage (§ 2.2.13)
1 intervention sur 4 ans	Documents à remettre au plus tard trois ans à compter de la première maintenance estivale	Refonte du dossier d'identité des SSI Conservatoire (§ 2.2.14)
A chaque modification des installations	Période de validité du marché	Mise à jour des dossiers d'identité SSI et techniques (§ 2.2.16)
A la demande du Pouvoir adjudicateur	Période de validité du marché	Astreinte téléphonique (§ 2.1)

2.4 – Respect de la garantie installateur

L'intervention du Titulaire doit être effectuée dans le respect de la garantie constructeur et installateur.

2.5 – Devoir d'information et de conseil

Le Titulaire du présent marché s'engage à faire état de préconisations, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent, en termes de devoir et de conseil, notamment par l'analyse des installations eu égard à l'évolution du risque surveillé.

Article 3 - MODALITE D'EXECUTION

3.1 – Réunions

3.1.1 – Réunion préparatoire

Le pouvoir adjudicateur fixe 15 jours après la notification du marché une réunion préparatoire avec le Titulaire.

3.1.2 – Réunion durant l'exécution du marché

Des réunions peuvent se tenir en cours d'exécution du marché à la demande du Pouvoir adjudicateur ou du Titulaire.

3.2 – Interventions

3.2.1 – Fréquences

Le Titulaire intervient au Conservatoire de Paris selon les fréquences indiquées dans le CCTP (§ 2.3) ou dans le délai précisé dans le bon de commande.

En cas de défaillance d'un équipement et/ou d'une installation relevée par le Titulaire, une opération de maintenance sera faite dans le cadre de la maintenance corrective, et après validation écrite du Pouvoir adjudicateur (courrier, courriel ou télécopie).

3.2.2 – Horaire d'intervention

Les prestations peuvent se dérouler pendant les heures d'ouvertures ou de fermeture du Conservatoire de Paris et exceptionnellement de nuit, après avoir obtenu l'accord du Pouvoir adjudicateur.

Les interventions en salles de classes et studios, en périodes scolaires, devront être réalisées avant ou après les cours (en règle générale : avant 09h00 ou après 20h00), et sur rendez-vous.

Les bruits solidiens, lors des maintenances correctives, et hormis pendant les 8 semaines de fermeture de l'établissement (vacances été / hiver), sont proscrits au Conservatoire au-delà de 10h00, et à partir de 10h00 pour la RVO quel que soit la période de l'année.

3.2.3 – Déroulement de l'intervention

Les opérations de maintenance sont menées en accord avec le représentant du pouvoir adjudicateur de manière à rechercher le temps minimal d'immobilisation des équipements et/ou installations.

Les techniciens mis à disposition par le titulaire, devront suivre, à la première intervention, un accueil sécurité de 30 minutes délivré par les agents SSIAP du PC sécurité.

Ils devront, pour chacune de leurs interventions dans l'enceinte de l'établissement, être identifiables en tant que prestataire, en portant un -signe distinctif propre au titulaire du marché (tenues ou casquettes logotés, carte ou badge professionnel visible, ou autre).

3.2.4 – Protection et sauvegarde des existants

Les prestations du présent marché sont à réaliser sur des constructions existantes occupées, et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions pour ne causer lors de ses maintenances, aucune détérioration, si minime soit-elle, aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le Conservatoire se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de réaliser des protections complémentaires.

Le Titulaire sera responsable jusqu'à la réception de la protection de ses prestations (vols ou dégradations de toutes natures ou origines).

3.3 – Signaler tous vices ou désordres

Le Titulaire doit, lorsqu'il constate une non-conformité et ou une anomalie importante présentant un danger pour la santé et la sécurité des personnes, le signaler immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur.

3.4 – Documents à remettre

3.4.1 – Planning des interventions

Le Titulaire remet un planning annuel prévisionnel des maintenances. Ce document ne concerne que les prestations de maintenances préventives et doit être remis au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivants la notification du présent marché.

Il doit être approuvé par le pouvoir adjudicateur au plus tard deux semaines après réception du planning. En cas d'absence de réponse durant ce délai, le planning est accepté.

À l'issue de la première année d'exécution du présent marché, le Titulaire doit mettre à jour le planning chaque année, en concertation avec le Pouvoir adjudicateur, et dans les 2 mois suivant la date anniversaire correspondant à la notification de la commande.

La modification de l'échéancier des interventions n'entraîne en aucun cas la modification des prix du marché.

Le Titulaire informe, par courriel, le représentant du pouvoir adjudicateur trente jours avant la date de visite prévue des maintenances préventives.

Des interventions de maintenances préventives, hors planning, peuvent exceptionnellement être effectuées par le Titulaire, pour donner suite à une demande d'intervention de celui-ci ou du Pouvoir adjudicateur, par téléphone, confirmée par courriel.

3.4.2 – Gammes de maintenance préventive

Le Titulaire remet les gammes de maintenance au Conservatoire, c'est à dire les listes d'opérations successives qui permettent aux techniciens de réaliser leurs prestations.

3.4.3 – Enregistrement des actions de maintenance

Chaque action de maintenance et d'essai fonctionnel doit faire l'objet d'un enregistrement par SSI distinct, précisant le type d'essai, le dispositif testé et le résultat de l'essai.

Les comptes rendus détaillés et les bulletins d'interventions, signés au minimum par le technicien compétent, **devront être conservés pendant trois ans à minima, par le Titulaire et, le cas échéant, être réédités sans surcoût, à la demande du Pouvoir adjudicateur, au plus tard trois ans après l'échéance du présent marché.**

L'ensemble des observations doit être compréhensible par un néophyte. Celles-ci doivent faire référence aux textes applicables ou au référentiel de maintenance (par observation), numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées.

Les comptes rendus de maintenance préventive sont transmis au pouvoir adjudicateur, au plus tard dans le mois suivant la fin de l'intervention.

Les registres de sécurité de chaque sites (Conservatoire de Paris, RVO) doivent être émargés à l'issue de chaque action de maintenance préventive, et de toute action de modification significative des SSI.

3.4.4 – Traçabilité des interventions préventives

Pour donner suite à une intervention préventive, à son départ, le technicien signe le bulletin conjointement avec le personnel en charge de l'exploitation des SSI. Ce bulletin précise au minimum les informations suivantes :

- ✓ état du système (ou sous système) à l'arrivée du technicien compétent ;
- ✓ équipement(s) échangé(s) ;
- ✓ état fonctionnel du système au départ du technicien compétent.

Le contenu des bulletins et des comptes rendus devra être conformes à l'article 7.11 de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024.

3.4.5 – Traçabilité des interventions correctives

Pour donner suite à une intervention corrective, à son départ, le technicien signe le bulletin conjointement avec le personnel en charge de l'exploitation des SSI. Ce bulletin précise au minimum les informations suivantes :

- ✓ état du système (ou sous système) à l'arrivée du technicien compétent ;
- ✓ descriptif de la panne détectée ;
- ✓ cause probable / supposée de la panne ;
- ✓ équipements(s) échangé(s) ;
- ✓ état fonctionnel du système au départ du technicien ;
- ✓ le cas échéant, les délais de remise en service.

Le contenu des bulletins devra être conformes à l'article 7.12 de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024.

3.4.6 – Notices techniques et d'exploitation

Dans le cadre de la mise à jour des dossiers d'identité SSI et des dossiers techniques, lorsque le Titulaire installe un nouveau matériel, il fournit au Pouvoir adjudicateur les notices d'exploitation, de maintenance et d'installation correspondantes.

3.5 – Moyens humains et techniques

3.5.1 – Compétences

Le Titulaire doit :

- ✓ être un installateur qualifié (article MS 58 § 3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié), qualification obtenue auprès d'une entité autre que l'entreprise titulaire du présent marché ;
- ✓ disposer d'une organisation spécifique dans la maintenance des SSI, incluant des moyens humains et techniques adaptés aux besoins définis par ce marché ;
- ✓ assurer la qualité des prestations fournies (soit par une certification ISO 9001, soit par un système qualité identifié au sein de l'entreprise titulaire du présent marché), notamment dans le cas où des prestations seraient sous traitées sous la responsabilité du titulaire ;
- ✓ disposer d'une assurance couvrant les prestations objets du présent marché ;
- ✓ être en mesure de réaliser ou de faire réaliser l'ensemble des prestations prévues à son contrat ;
- ✓ démontrer que son organisation lui permet d'assurer en permanence la maîtrise et l'habilitation des sous-traitants, dans le cas où des prestations seraient sous traitées sous la responsabilité du Titulaire.

Les techniciens mis à disposition par le titulaire, dans le cadre du présent marché, doivent être compétents (au sens de l'article 3.10 de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024) dans la réalisation des prestations objets du présent marché. Ce technicien peut être qualifié et habilité par son employeur.

Le titulaire doit proposer une organisation cohérente avec les besoins de l'établissement, et **prévoir des temps de prestations suffisants pour permettre, aux techniciens mis à disposition, un rendu technique qualitatif conforme aux règles en vigueur** (notamment sur les prestations citées aux articles § 2.2.1, § 2.2.3, § 2.2.4, § 2.2.7, § 2.2.10, § 2.2.13, § 2.2.14).

Les techniciens du Titulaire intervenant doivent être qualifiés et habilités, et notamment avoir **l'habilitation électrique adaptée, et le CACES catégorie 3 A à minima**. Ils doivent avoir une connaissance approfondie de la prévention des risques dus à l'installation. La connaissance de la réglementation et des normes des installations est indispensable.

3.5.2 – Matériels

Le Titulaire doit disposer des moyens techniques nécessaires pour mener à bien les opérations demandées, dont les outils de paramétrage et les logiciels nécessaires, hormis les dispositifs de levage, les élévateurs de personnes pouvant être mis à disposition par le Conservatoire de Paris (PEMP catégorie 3A).

Article 4 - OBLIGATIONS

4.1 – Obligations de se conformer à la réglementation

4.1.1 – Généralités

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente, et notamment de la norme NF S 61- 933 (Systèmes de Sécurité Incendie : Règles d'exploitation et de maintenance). Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

4.1.2 - Références techniques et réglementaires

Le Titulaire respectera les lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur qui s'appliquent aux prestations demandées :

- le code de la santé publique ;
- le code de l'environnement ;
- le code du travail, partie 4 ;
- le code de la construction et de l'habitation ;

- l'arrêté du 25 juin 1980 portant *approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public*, ainsi que :
 - o l'arrêté du 4 juin 1982 modifié (ERP type R) ;
 - o l'arrêté du 5 février 2007 modifié (ERP type L) ;
 - o l'arrêté du 21 juin 1982 modifié (ERP type N) ;
 - o l'arrêté du 21 avril 1983 modifié (ERP type W) ;
 - o l'arrêté du 4 juin 1982 modifié (ERP type X) ;
- l'arrêté type – rubrique 331 bis (Parcs de stationnement couverts) ;
- l'arrêté du 23 novembre 1979 modifié (règlement sanitaire du département de paris) ;
- les normes, D.T.U. et avis techniques en vigueur ;

La liste des documents ci-dessus, n'est pas exhaustive. Tous les documents en vigueur à la date de remise de l'offre sont réputés connus du Titulaire.

4.1.3 - Assurance

Le Titulaire doit disposer d'une assurance couvrant les prestations de maintenance objets du présent marché (l'article 7.2 de la norme NF S 61-933 compil 2 de février 2024).

4.2 – Obligations en matière d'hygiène et de sécurité

4.2.1 – Plan de prévention

Le Titulaire établira un plan de prévention conjointement avec le Conservatoire de Paris au plus tard deux semaines après la notification du marché.

Le Titulaire s'engage à mettre en application la quatrième partie du Code du travail, sous le contrôle du pouvoir adjudicateur et du chargé sécurité prévention protection de ce dernier.

4.2.2 – Formations et habilitations

Le Titulaire veillera à sensibiliser et habilitier ses techniciens aux risques électriques en fonction du niveau d'intervention de ces derniers. La présentation d'un titre d'habilitation sera demandée par le Pouvoir adjudicateur. En fonction de la nature et de l'évolution des tâches à effectuer, le technicien devra être formé de façon adéquate aux risques identifiés (CACES, travaux en hauteur, etc.).

4.2.3 – Protection des personnes et des biens

Le Titulaire sera tenu de mettre en œuvre et de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité et la protection des personnes lors des opérations.

Lorsque les opérations se déroulent dans les locaux comportant des équipements de valeur ou fragiles, toutes les précautions doivent être prises pour assurer la protection de ces équipements, qu'il s'agisse de machines, d'équipements, de mobiliers, d'éléments de décoration ou d'objets divers (instruments et matériel audiovisuel).

Le technicien du Titulaire amené à vérifier les installations et/ou équipements doit prendre toutes les dispositions pour que les manœuvres effectuées ne viennent pas perturber l'exploitation de l'établissement (notamment lors des interventions en site occupé : nécessité de minimiser la gêne occasionnée pendant l'exploitation du Conservatoire).

Le Titulaire est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à lui-même ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Il devra assurer sa propre sécurité (port des équipements de protection individuel).